

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

19 MARS 2014

Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération du 17 juillet 2013 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relativ à la mise en œuvre de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES
PAR
MME MAES

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2013-2014

19 MAART 2014

Wetsontwerp houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 17 juli 2013 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de implementatie van de richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIËN EN VOOR
DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW MAES

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Présidente / Voorzitster : Fauzaya Talhaoui.

Membres / Leden :

N-VA	Frank Boogaerts, Patrick De Groote, Lieve Maes, Sabine Vermeulen.
PS	Marie Arena, Ahmed Laaouej, Louis Siquet.
MR	François Bellot, Richard Miller.
CD&V	Wouter Beke, Etienne Schouppe.
sp.a	Leona Detiège, Fauzaya Talhaoui.
Open Vld	Rik Daems.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Jacky Morael.
cdH	Bertin Mampaka Mankamba.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Bart De Nijn, Inge Faes, Lies Jans, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
Paul Magnette, Philippe Mahoux, Fabienne Winckel, Olga Zrihen.
Christine Defraigne, Gérard Deprez, Dominique Tilmans.
Dirk Claes, Cindy Franssen, Johan Verstreken.
Dalila Douifi, Fatma Pehlivan, Guy Swennen.
Jean-Jacques De Gucht, Yoeri Vastersavendts.
Yves Buysse, Filip Dewinter.
Benoit Hellings, Cécile Thibaut.
Francis Delpérée, Vanessa Matz.

Voir :

Documents du Sénat :

5-2518 - 2013/2014 :

N° 1 : Projet de loi.

Zie :

Stukken van de Senaat :

5-2518 - 2013/2014 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

I. INTRODUCTION

Le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport est soumis à la procédure bicamérale obligatoire et a été déposé au Sénat le 26 février 2014 (doc. Sénat, n° 5-2518/1).

La commission a examiné le projet au cours de sa réunion du 19 mars 2014, en présence de la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE MME SABINE LARUELLE, MINISTRE DES CLASSES MOYENNES, DES PME, DES INDÉPENDANTS ET DE L'AGRICULTURE

Madame Laruelle explique que ce projet de loi comporte l'assentiment d'un accord de coopération visant à mettre en œuvre la directive «services» (2006/123/CE). Pour que l'accord entre en vigueur, il faut que chaque entité de l'État fédéral donne son assentiment à l'accord de coopération. Une répartition et une collaboration est instituée entre l'État fédéral et les entités fédérées dans le cadre de cette directive et de la sixième réforme de l'État.

Cet accord prévoit des dispositions concernant la procédure d'agrément des guichets uniques, l'étendue des missions qui leur sont confiées, ainsi que les modalités de contrôle, de surveillance et de financement.

III. DISCUSSION

Mme Maes précise que neuf guichets d'entreprise agréés fonctionnent actuellement sur le territoire belge. Y a-t-il eu, lors de l'élaboration du texte à l'examen, concertation avec les représentants des différents guichets quant à la question de savoir si, sur le plan organisationnel, ces guichets sont à même d'accomplir cette tâche supplémentaire sans avoir besoin d'un supplément de moyens? Le financement de ces guichets est en effet insuffisant depuis des années.

En règle générale, les guichets d'entreprises agréés sont des «*one-stop-shop*». L'article 7 de l'accord de coopération prévoit la mise en place de procédures exigeant plusieurs interventions successives de la part d'un même guichet d'entreprise, comme par exemple le règlement des autorisations. A-t-on tenu compte du fait que cette façon de faire est différente de celle appliquée jusqu'à présent?

Mme Laruelle précise que l'accord n'entraînera pas de grandes différences quant à la méthode de travail. Dans le cas des agréments, le guichet d'entreprise signalera les documents manquants et renverra l'entrepreneur pour constituer un dossier complet et correct. Le guichet d'entreprise est le seul point de

I. INLEIDING

Dit verplicht bicameraal wetsontwerp werd in de Senaat ingediend op 26 februari 2014 (stuk Senaat, nr. 5-2518/1).

De commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 19 maart 2014 in aanwezigheid van de minister van Middenstand, KMO's, Zelfstandigen en Landbouw.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR MEVROUW SABINE LARUELLE, MINISTER VAN MIDDENSTAND, KMO'S, ZELFSTANDIGEN EN LANDBOUW

Mevrouw Laruelle legt uit dat dit wetsontwerp de instemming bevat met een samenwerkingsakkoord om de «dienstenrichtlijn» (2006/123/EC) uit te voeren. Het akkoord kan pas in werking treden als elke deelstaat van de federale Staat instemt met het samenwerkingsakkoord. Er is een verdeling en een samenwerking tot stand gebracht tussen de federale Staat en de deelstaten in het kader van die richtlijn en de Zesde Staatshervorming.

Dit akkoord bevat bepalingen betreffende de erkenningsprocedure van de één-loketten, de omvang van de taken die hen toevertrouwd worden, de controle-, toezicht- en financieringsprocedures.

III. BESPREKING

Mevrouw Maes legt uit dat er momenteel negen erkende ondernemingsloketten functioneren op Belgisch grondgebied. Is er bij het opstellen van de voorliggende tekst afgestemd met de vertegenwoordigers van de verschillende loketten of ze organisatorisch in staat zijn om deze extra taak op zich te nemen zonder nood aan bijkomende middelen? Ze kampen immers al jarenlang met een gebrekige financiering.

In de regel zijn de erkende ondernemingsloketten een «*one-stop-shop*». In artikel 7 van het samenwerkingsakkoord worden procedures geïnstalleerd die meerdere opeenvolgende interventies van eenzelfde ondernemingsloket vereisen, zoals bijvoorbeeld de afwikkeling van vergunningen. Heeft men rekening gehouden met het feit dat dit een andere manier van werken is dan tot nu toe het geval was?

Mevrouw Laruelle legt uit dat het akkoord geen grote verschillen van werkwijze met zich zal meebrengen. In het geval van erkenningen zal het ondernemingsloket wijzen op ontbrekende documenten en de ondernemer terugsturen om een volledig en correct dossier samen te stellen. Het ondernemings-

contact pour l'indépendant, mais il faut évidemment que celui-ci possède un dossier complet s'il veut obtenir un numéro d'entreprise.

Cela ne représentera donc pas une charge de travail supplémentaire pour les guichets. Le but de l'accord est d'améliorer la coopération entre le niveau fédéral et les Communautés et Régions. La compétence relative à l'accès à la profession est transférée aux Régions, mais le point d'information et de contact pour les candidats-entrepreneurs restera le guichet d'entreprise.

En ce qui concerne l'encadrement et le management des guichets d'entreprise, mais aussi s'il faut changer de législation, cela devra dorénavant être fait par les Régions et le niveau fédéral en concertation. Certaines compétences du guichets vont être transférées vers les Régions et les Communautés. C'est une question de cuisine interne institutionnelle, mais pour l'indépendant rien ne change.

Mme Maes voit que l'article 8 de l'accord de coopération prévoit un contrôle par le service public fédéral (SPF) Économie, sans toutefois préciser comment ce dernier procédera à ce contrôle. Des sanctions sont-elles prévues ? Quel est le service administratif chargé de ce contrôle ? *Quid* du maillon intermédiaire ?

Madame Laruelle fait référence à l'article qui, selon elle, est très clair : « Chaque Partie contractante est responsable du contrôle et de la surveillance de la bonne exécution des missions spécifiques qu'elle a confiées aux guichets uniques. » Ce sera donc ou la Région flamande, ou la Région wallonne qui ira contrôler que le guichet fait bien son travail en matière d'accès à la profession. Il y a des compétences homogènes et horizontales, comme par exemple le respect des prescrits européens ou le numéro unique d'entreprise et celles-ci seront contrôlées par le SPF Économie. Ce n'est donc pas compliqué.

Mme Maes aimeraient quand même savoir en quoi consistera exactement le travail du SPF Économie et comment ce travail sera évalué.

Madame Laruelle ne voit pas d'où vient l'inquiétude de madame Maes et fait référence au paragraphe 2 de l'article : « Le SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie est en outre chargé, compte tenu des accords conclus au sein de la Commission commune d'agrément créée par l'article 6 du présent accord, du contrôle et de la surveillance du respect des conditions communes et horizontales d'agrément; il coordonne aussi l'organisation des contrôles et des visites par les Parties contractantes. » L'intervenante rajoute qu'il a fallu deux ans de négociations entre les différentes parties et que donc il n'y a plus de flou sur l'application de cet accord.

loket is het enige aanspreekpunt voor de zelfstandige, maar een dossier moet natuurlijk volledig zijn om een ondernemingsnummer te bekomen.

Er zal dus geen nieuw bijkomend werk zijn voor de loketten. Het doel van het akkoord is om een betere samenwerking te bewerkstelligen tussen het federaal niveau en de Gemeenschappen en Gewesten. De bevoegdheid van de toegang tot het beroep wordt overgeheveld naar de Gewesten, maar het informatie- en contactpunt voor een kandidaat-ondernemer zal het ondernemingsloket blijven.

De begeleiding en het beheer van de ondernemingsloketten, maar ook eventuele wetswijzigingen, zullen voortaan gebeuren via overleg tussen de Gewesten en het federale niveau. Sommige bevoegdheden van de loketten zullen worden overgeheveld naar de Gewesten en Gemeenschappen. Het gaat om een kwestie uit de institutionele interne keuken, voor de zelfstandige verandert er niets.

Mevrouw Maes ziet in artikel 8 van het samenwerkingsakkoord dat een controle is voorzien door de federale overhedsdienst (FOD) Economie, maar er is geen verwijzing naar de manier waarop dit gaat gebeuren. Zijn er sanctiebepalingen ? Welke ambtelijke dienst wordt belast met de controle ? Hoe ziet de tussenschakel eruit ?

Mevrouw Laruelle verwijst naar het artikel dat volgens haar erg duidelijk is : « Iedere contracterende Partij is verantwoordelijk voor de controle en het toezicht op de goede uitvoering van de specifieke opdrachten die door haar aan de één-loketten worden opgedragen. » Het Vlaams Gewest of het Waals Gewest zal dus controleren of het loket zijn werk inzake de toegang tot het beroep goed doet. Er zijn homogene en horizontale bevoegdheden, zoals bijvoorbeeld de naleving van Europese voorschriften of het unieke ondernemingsnummer. Deze zullen door de FOD Economie worden gecontroleerd. Het is dus niet ingewikkeld.

Mevrouw Maes wenst toch te weten welk werk de FOD Economie daar juist in gaat verrichten en hoe dat beoordeeld zal worden.

Mevrouw Laruelle begrijpt de ongerustheid van mevrouw Maes niet. Zij verwijst naar paragraaf 2 van het artikel : « De federale overhedsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie wordt, rekening houdende met de afspraken gemaakt binnen de Gemeenschappelijke Erkenningcommissie opgericht bij artikel 6 van dit samenwerkingsakkoord, bovendien belast met de controle en het toezicht op de naleving van de horizontale en gemeenschappelijke erkenningsvoorwaarden en coördineert eveneens de organisatie van de controles en bezoeken door de contracterende Partijen. » Spreekster voegt hieraan toe dat de verschillende partijen twee jaar hebben moeten onderhandelen en dat er dus geen onduidelijkheid meer is over de toepassing van dit akkoord.

Mme Maes renvoie à l'avis du Conseil d'État, où ce dernier conseille de recueillir l'avis de la Commission de la protection de la vie privée. Cela a-t-il été fait ?

Madame Laruelle précise que cet accord de coopération ne change rien à la protection de la vie privée. Il reviendra aux différentes parties de changer leur législation si elles le souhaitent et elles devront alors consulter la Commission de la protection de la vie privée.

Mme Maes s'interroge sur le mode de désignation des représentants des pouvoirs locaux, des parties contractantes et des guichets uniques, au sens de l'article 13 de l'accord de coopération.

Mme Laruelle explique que chaque partie décide elle-même du mode de désignation de ses représentants.

Mme Maes fait remarquer que jusqu'à présent, l'accès à la banque-carrefour pour les entrepreneurs est réglé de manière rigide. L'autorité flamande et les entreprises auront-elles accès de manière autonome à la banque de données ?

Mme Laruelle précise que les entreprises ont déjà accès à la banque de données pour la gestion de leur propre dossier. La banque-carrefour a, elle aussi, naturellement déjà accès aux données. L'on planche actuellement sur une actualisation des données et, à la lumière du principe «*only one*», il est capital de disposer de données de qualité.

M. Schouuppe déploré que l'on n'ait pas suffisamment tenu compte des observations rédactionnelles du Conseil d'État dans la formulation du texte définitif de l'accord de coopération. Bien que ces observations ne portent pas sur le fond de la question, l'intervenant espère que cela ne posera pas de problèmes au niveau de l'application du texte.

IV. VOTES

Les articles 1^{er} et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été adoptés à l'unanimité des 9 membres présents.

Confiance a été faite à la rapporteuse pour la rédaction du présent rapport.

La rapporteuse,
Lieve MAES.

La présidente,
Fauzaya TALHAOUI.

Mevrouw Maes verwijst naar het advies van de Raad van State dat aanraadt om een advies te vragen aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Is dit gebeurd ?

Mevrouw Laruelle verduidelijkt dat dit samenwerkingsakkoord niets verandert aan de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. De verschillende partijen zullen bevoegd zijn om hun wetgeving te veranderen indien ze dat wensen en dan zullen ze de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer moeten raadplegen.

Mevrouw Maes vraagt zich af op welke manier de vertegenwoordigers van de lokale besturen, contracterende partijen en één-loketten, zoals voorzien door artikel 13 van het samenwerkingsakkoord, worden aangesteld.

Mevrouw Laruelle legt uit dat elke partij zelf beslist hoe het zijn vertegenwoordigers aanstelt.

Mevrouw Maes merkt op dat tot nu toe de toegang tot de kruispuntbank voor ondernemers op een rigide manier geregeld is. Zullen de Vlaamse overheid en de ondernemingen zelf eigenhandig toegang krijgen tot de databank ?

Mevrouw Laruelle verduidelijkt dat ondernemingen nu al toegang hebben tot de databank voor het beheer van hun eigen dossier. De Kruispuntbank zelf heeft natuurlijk nu ook al toegang tot de gegevens. Er wordt momenteel werk gemaakt van een upgrade van de gegevens en in het licht van het «*only one*»-principe is het bijzonder belangrijk om over kwaliteitsvolle gegevens te beschikken.

De heer Schouuppe betreurt dat er onvoldoende rekening gehouden werd met de redactionele opmerkingen van de Raad van State bij het opstellen van de definitieve tekst van het samenwerkingsakkoord. Ook al gaat het niet om inhoudelijke opmerkingen, toch hoopt spreker dat dit in de toekomst geen problemen zal opleveren voor de toepassing.

IV. STEMMINGEN

De artikelen 1 en 2, alsmede het wetsontwerp in zijn gehele worden eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Vertrouwen werd geschenken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteur;
Lieve MAES.

De voorzitster;
Fauzaya TALHAOUI.

* * *

**Le texte adopté par la commission
est identique au texte du projet de loi
(voir le doc. Sénat, n° 5 -2518/1 — 2013/2014).**

* * *

**De door de commissie aangenomen tekst
is dezelfde als die van het wetsontwerp
(zie stuk Senaat, nr. 5-2518 /1 — 2013/2014).**